

## FAITS SAILLANTS

- Les résultats d'analyse de la sécurité alimentaire et de nutrition, publiés en mars 2017, indiquent que 2,2 millions de personnes seront touchées par l'insécurité alimentaire au Tchad de mars à mai 2017, soit presque une personne sur cinq.
- Contre tous les défis qui engendrent des conditions de vie précaires et une vulnérabilité accrue aux chocs soudains et chroniques, il faut adopter une nouvelle façon de travailler humanitaire-développement.

## CHIFFRES CLES

Population	13,2M
Taux d'alphabétisation	37,3%
Espérance de vie	51,9 ans
Taux de mortalité des <5 ans	133/1 000
Taux de maternité maternelle	860/100 000
Personnes affectées	8,1M
Personnes dans le besoin	4,7 M
Accès à l'eau potable	54%
PDI (dont enregistrés au 31/01/2017)	127 000 (100 765)
Réfugiés	395 712
Retournés	86 901
Ressortissants de pays tiers	322

## FINANCEMENTS

**589 millions**  
fonds requis (en US\$)

**3,4%**  
financés



## Au sommaire

- Les résultats du Cadre harmonisé P.1
- Une nouvelle façon de travailler P.4
- Plus de 600 cas de VBG en 2016 P.7

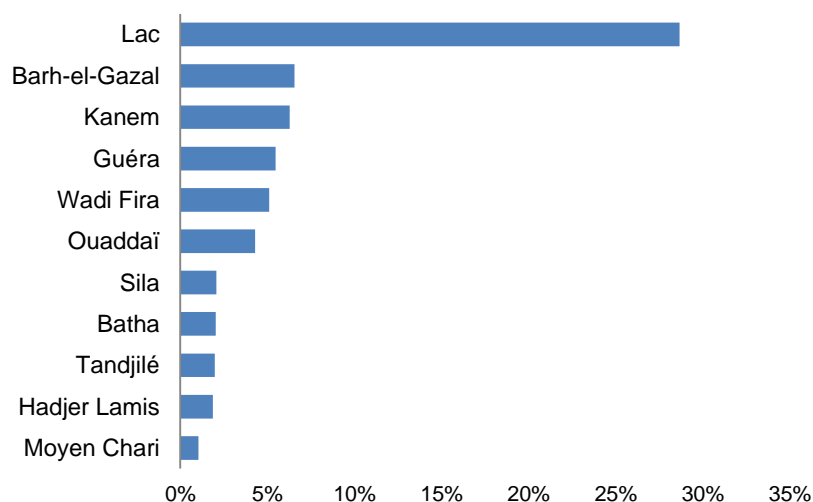
## Sécurité alimentaire: des résultats toujours alarmants

### Plus de 2,7 millions de personnes en insécurité alimentaire au Tchad

Selon les résultats du Cadre Harmonisé d'analyse de la sécurité alimentaire et de nutrition, publiés en mars 2017, 2,2 millions de personnes seront touchées par l'insécurité alimentaire au Tchad sur la période de mars-mai 2017, soit presque une personne sur cinq au Tchad. Parmi ces personnes, plus de 380 000 souffrent d'insécurité alimentaire sévère (phase 3 à 5) dont 13 000 en phase d'urgence.<sup>1</sup> A ceux-ci s'ajoutent plus de 495 000 réfugiés et retournés, traditionnellement en insécurité alimentaire, portant le total des personnes en insécurité alimentaire à plus de 2,7 millions de personnes. En dehors de la région du Lac dont tous les départements sont en phase de crise (160 000 personnes en phase 3 et au-delà), les zones les plus affectées

sont les départements tels que le Ouara (21 805 personnes en phase de crise) et l'Assoungba (15 161 personnes) dans la région du Ouaddaï, la Tandjilé Est (16 894 personnes) dans la Tandjilé et le Dar Tama (14 281 personnes) dans la région de Wadi Fira.

Proportion des populations touchées par l'insécurité alimentaire sévère par région



Source : Cadre Harmonisé & OCHA

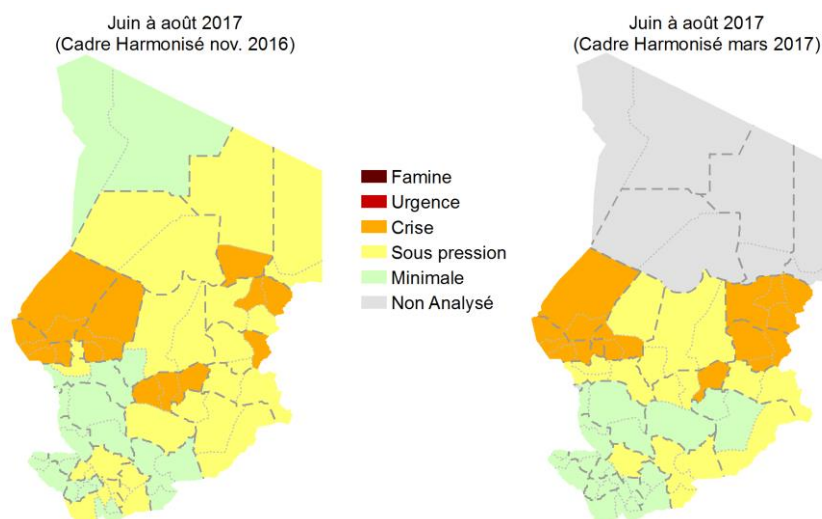
<sup>1</sup> Phase 4 : Phase où des déficits alimentaires sont extrêmes, ce qui résulte en une malnutrition aiguë très élevée ou une mortalité excessive ; ou une perte extrême des avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui entraînera des déficits de consommation alimentaire à court terme.

### 3,5 millions en insécurité alimentaire à la prochaine saison de soudure

Selon l'analyse de mars 2017, durant la période de soudure 2017 (juin – septembre), il devrait y avoir plus de 3,5 millions de personnes en insécurité alimentaire dont plus de 897 000 en insécurité alimentaire sévère, soit plus de 20% des personnes au Tchad souffrant d'insécurité alimentaire dont quasiment une sur 10 d'insécurité alimentaire sévère. A ceux-ci s'ajoutent les 495 000 réfugiés et retournés vivant à l'est, au sud et à l'ouest du pays.

Les zones les plus touchées se trouvent essentiellement dans la bande sahélienne. Tous les départements des régions du Kanem et du Lac seront en phase de crise ainsi que les départements de Barh-el-Gazel Sud et Ouest. Plus de 282 000 personnes sont en insécurité alimentaire sévère dans l'ouest de la bande sahélienne; ce qui représente 31,4 pour cent des personnes en insécurité alimentaire sévère dans tout le pays. A l'extrémité est de la bande sahélienne, plus de 374 000 personnes sont dans la même situation, réparties dans les régions du Wadi-Fira, du Ouaddaï et du département de Mangalmé (région du Guéra), soit 41 pour cent de toute la population en insécurité alimentaire sévère. Dans les neuf régions de la bande sahélienne, près de 880 000 personnes sont affectées, soit 16 pour cent de la population de cette zone. Ainsi, la bande sahélienne à elle seule réunit presque 98 pour cent des personnes frappées par la forme sévère de l'insécurité alimentaire au Tchad.

#### Situation comparative des analyses de novembre 2016 et mars 2017 du Cadre harmonisé



Source : Cadre Harmonisé & OCHA

#### Ce qui a changé par rapport aux analyses de novembre 2016

Les analyses de novembre 2016 prévoyaient 2,8 million de personnes en insécurité alimentaire contre 2,2 millions pour celles de mars 2017. Cette relative amélioration des projections pourrait s'expliquer par les bons résultats de la campagne agricole 2016-2017. En effet, le Tchad a enregistré une production céréalière de 2,8 millions de tonnes comparé aux 2,4 millions de tonnes de la campagne précédente (hausse de 17%) et par rapport aux 2,5 millions en moyenne des cinq dernières années (hausse de 13,6%).

Contrairement à novembre 2016, l'analyse actuelle n'a pas pris en compte les régions du grand nord (Borkou, Tibesti, Ennedi Ouest et Ennedi Est) à cause de la grève du personnel de l'administration publique.

#### Sahel : une réponse intégrée face à une situation de crise chronique

L'insécurité alimentaire sévère a un impact important sur le niveau et la qualité de la consommation alimentaire des ménages. Elle pousse les ménages à adopter des stratégies de survie néfastes telles que la réduction du nombre de repas. Cela favorise également la malnutrition aigüe chez les enfants de moins de cinq ans et aggrave les taux de morbidité et mortalité particulièrement dans la bande sahélienne.

*Environ 3,5 millions en insécurité alimentaire entre juin et septembre 2017, dont plus de 897 000 frappées par sa forme sévère*

Pour réduire cet impact important de l'insécurité alimentaire sévère sur les ménages pendant la période de soudure qui commence dans moins de deux mois, les acteurs humanitaires ciblent les zones les plus touchées. Les prévisions de réponse mises à jour en fin mars par le cluster sécurité alimentaire montrent un taux de couverture des besoins estimé à 30%. Ce taux devra probablement s'améliorer grâce à la nouvelle disponibilité de fonds annoncée par ECHO, mais ne couvrira pas l'ensemble des besoins. Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et ses partenaires, ainsi que les ONG visent à réduire la vulnérabilité alimentaire dans la bande sahélienne, particulièrement dans la région du Lac, déjà en phase de crise, à travers des distributions de vivres et l'assistance alimentaire sous forme de transferts monétaires.

Si le manque de financements persiste, il sera très difficile pour les partenaires humanitaires de subvenir aux besoins les plus urgents des populations durement touchées par l'insécurité alimentaire au Tchad, particulièrement dans la bande sahélienne. La situation de 897 000

personnes en insécurité alimentaire sévère pourrait se dégrader, en particulier leur situation nutritionnelle et les conditions alimentaires pour plus d'un million de personnes en phase 2 dans la zone qui pourraient basculer en phase de crise.

La réponse d'urgence est certes nécessaire pour contribuer à sauver des vies, mais elle n'est pas suffisante pour sortir les populations de cette situation chronique. Il faut donc mettre en place un système qui, dans la durée, protégera les ménages non seulement de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, mais posera également les fondements du développement.

C'est dans cette optique que la Commission de l'Union Européenne vient d'accorder un financement de 15 millions d'euros pour accroître la résilience des populations dans les trois régions de l'ouest de la bande sahélienne que sont le Barh-el-Gazal (BEG), le Kanem et le Lac. Cette enveloppe entre dans le cadre d'un projet de consortium intitulé «Emplois, résilience et cohésion sociale dans la bande sahélienne et la zone du Lac Tchad». Le projet sera mis en œuvre de mars 2017 à février 2021. L'objectif principal est de contribuer à la stabilité de la bande sahélienne du Tchad en renforçant le développement local durable et les opportunités économiques. Ce projet sera mis en œuvre par les ONG ACF (BEG), OXFAM (Kanem) et CARE (Lac) en collaboration respectivement avec les ONG locales AIDER (Association d'appui aux initiatives de développement rural), ARDEK (l'Association pour la Recherche et le Développement du Kanem), et CHORA.

*Si le manque de financement persiste, la situation de 897 000 personnes en insécurité alimentaire sévère pourrait se dégrader. De plus, plus d'un million de personnes pourraient basculer en phase de crise*



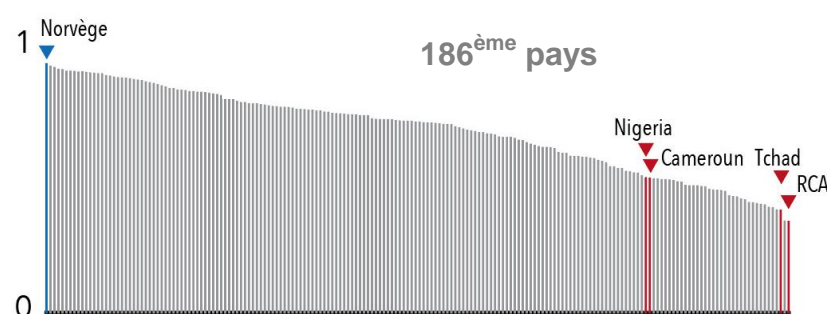
Crédit : N. Frérotte/OCHA : Une séance de distribution de coupons alimentaire

# Intégrer humanitaire et développement au Tchad

## D'importants défis structurels chroniques

Le Tchad fait face à d'importants défis de développement. Avec des taux d'alphabétisation de 37,3 pour cent, d'accès à l'eau potable de 54 pour cent, de 860 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes et 133 décès d'enfants de moins de cinq ans pour 1 000, le pays est classé 186<sup>e</sup> selon l'Indice de développement humain (IDH) 2016. Cette situation est caractérisée par la faiblesse chronique des infrastructures sociales de base (écoles, centres de santé, eau potable, assainissement, etc.) et exacerbée par la dégradation de l'environnement et le changement climatique, la croissance démographique rapide et l'insécurité dans les pays voisins. Il s'agit là des causes profondes des crises humanitaires.

Classement selon l'Index de développement humain 2016



Source : PNUD, Indice de Développement Humain 2016

Le Tchad enregistre, depuis 2003, des afflux de réfugiés en provenance du Soudan et de la RCA parmi lesquels plus de 316 000 Soudanais à l'est et 71 000 Centrafricains au sud du pays. Depuis 2014, plus de 8 000 Nigériens ont été accueillis à l'ouest, dans la région du Lac, portant à 395 000 le nombre de réfugiés vivant sur le sol tchadien et partageant avec les populations locales les ressources existantes déjà insuffisantes. Il faut ajouter à cela les 169 000 retournés Tchadiens du Nigéria et de la RCA qui vivent respectivement au Lac, au Moyen Chari, au Logone Oriental, au Logone Occidental, au Mandoul et à

N'Djamena ainsi que 127 000 personnes déplacées internes du Lac.

Tous ces défis engendrent des conditions de vie précaires ainsi qu'une vulnérabilité accrue aux chocs soudains et chroniques. Actuellement, plus de 4,7

millions de personnes sont dans le besoin d'assistance humanitaire au Tchad, soit 33,5



Crédit : N. Frérotte/OCHA : La situation alimentaire et nutritionnelle de ces personnes déplacées pourrait se dégrader si le manque de financement persiste.

*Le Tchad fait face à d'importants défis de développement caractérisés par la faiblesse des services de base et exacerbés par la dégradation de l'environnement et le changement climatique, la croissance démographique rapide et l'insécurité dans les pays voisins.*

pour cent de la population totale (14 millions). Parmi ces personnes, 3,5 millions sont en insécurité alimentaire dont près de 900 000 en insécurité alimentaire sévère ; 1,9 million de personnes ont un accès limité aux soins de santé primaire et 438 000 enfants auront besoin d'une prise en charge nutritionnelle en 2017. Par ailleurs, 733 000 personnes constituent les communautés hôtes, voyant leurs vulnérabilités exacerbées par les mouvements de population.

### Une nouvelle façon de travailler pour faire face aux crises

Cette vulnérabilité chronique, généralisée et profonde au Tchad exige une évolution vers une approche intégrée humanitaire - développement qui réponde à la fois aux besoins humains

vitaux et aux causes profondes des défis persistants.

Conformément aux engagements pris lors du

Sommet mondial de l'humanitaire, tenu les 23 et 24 mai 2016 à Istanbul en

Turquie, cette nouvelle façon de travailler

permettra de réduire les besoins, les risques et les

vulnérabilités et de renforcer les capacités à faire face aux chocs futurs.

Pour ce faire, les partenaires humanitaires, de développement, le Gouvernement, les ONG et le secteur privé doivent se joindre autour d'une stratégie pluriannuelle dans le but d'atteindre des résultats collectifs. Au Tchad, les différents partenaires conjuguent leurs efforts pour intégrer l'humanitaire et le développement tant dans la planification que dans la mise en œuvre des actions.

Trois éléments clés caractérisent cette nouvelle donne. Un résultat collectif doit être défini et communément accepté pour réduire les besoins, les risques et les vulnérabilités des personnes et augmenter leur résilience. L'intervention doit se faire sur base des avantages comparatifs des partenaires. Enfin, il est nécessaire d'élaborer un calendrier pluriannuel pour analyser, élaborer des stratégies, planifier et financer des opérations étalées à court, moyen et long terme.



Source : OCHA

Ainsi au Tchad, un cadre stratégique pluriannuel a été mis en place afin de faciliter l'alignement entre le plan de réponse humanitaire (HRP) 2017-19, le Plan-cadre des

*Pour le Tchad, les objectifs communs aux partenaires sont le développement du capital humain, le renforcement des services sociaux de base et l'amélioration de la gouvernance institutionnelle et politique d'ici à l'horizon 2030.*



Crédit Photo : N. Frérotte/OCHA : Il est important de travailler ensemble pour le bien des personnes affectées.

Nations Unies pour le développement (UNDAF), et le Plan national de développement (PND) du Tchad ; tous élaborés en lien avec la « Vision 2030, le Tchad que nous voulons » et les Objectifs de développement durable (ODD). Les objectifs communs sont le développement du capital humain, le renforcement des services sociaux de base et l'amélioration de la gouvernance institutionnelle et politique d'ici à l'horizon 2030. Les partenaires humanitaires s'insèrent ainsi pleinement dans les objectifs en lien avec développement du capital humain et des services essentiels.

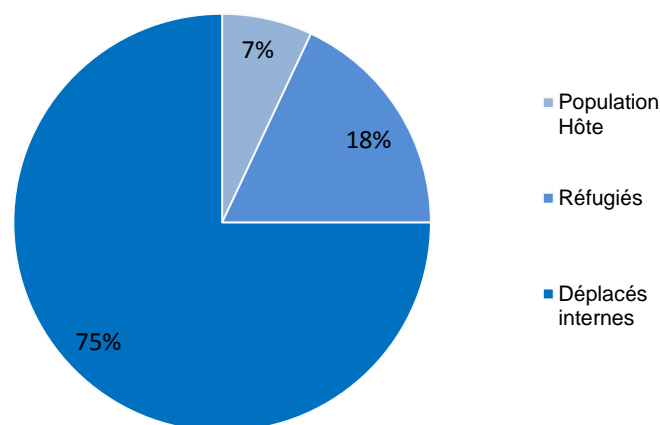
## En bref

### Plus de 600 cas de violences basées sur le genre notifiés en 2016

Selon le rapport annuel du Sous-Cluster Violences basées sur le genre (VBG) sur les activités de prise en charge des cas de VBG, 614 cas ont été rapportés en 2016 dans les lieux de déplacement au Tchad. La majorité de ces cas se concentrent dans les départements de Foulï et Kaya dans la région du Lac, à l'ouest, et dans le département de la Grande Sido, région du Moyen Chari au sud du Tchad.

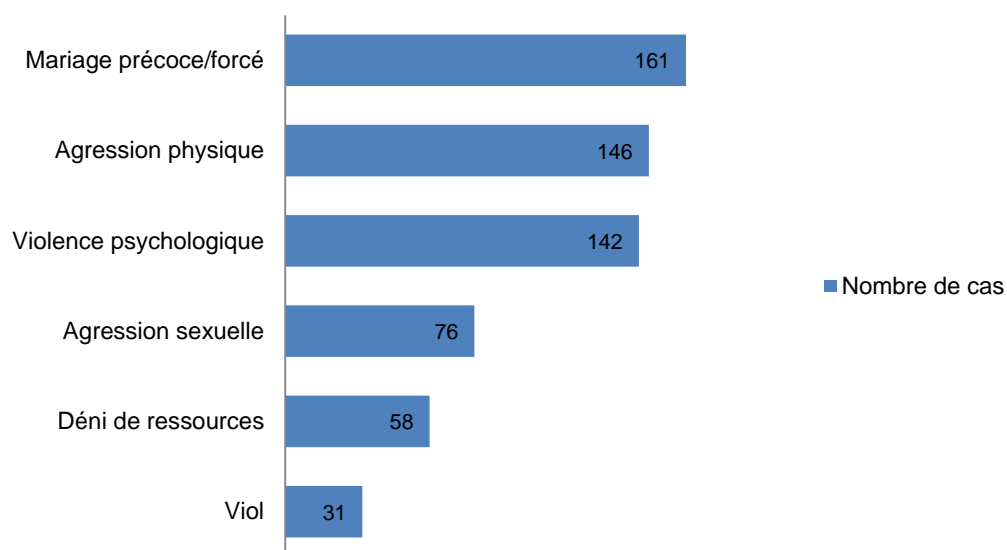
Les personnes déplacées internes sont les plus exposées, avec plus de 350 cas. D'après le rapport, les cas de violences les plus récurrentes et/ou les plus rapportées sont constitués des mariages précoces ou forcés, suivis des violences physiques et des violences psychologiques.

Proportion des victimes par type de population



Source : Sous-Cluster VBG

### Nombre de cas de VBG par typologie

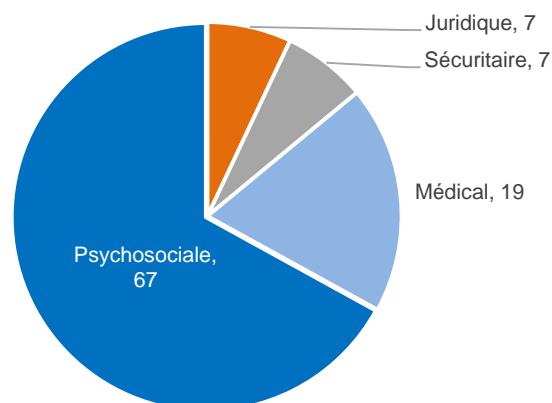


Source : Sous-cluster VBG

*614 cas de violences basées sur le genre ont été rapportés en 2016 dans les lieux de déplacement au Tchad.*

En termes de réponse, les partenaires ont, à travers le système de référence établi dans le cadre du Groupe de travail sur les violences basées sur le genre (GT-VBG), pris en charge 472 personnes en appui psychosocial, 134 en assistance médicale, 54 en assistance juridique et 53 en assistance sécuritaire.

#### Proportion des types de prise en charge des cas de VBG



Source : Sous-cluster VBG

Cependant, des défis importants demeurent dans la réponse : la culture du silence sur les violations, la stigmatisation qui résulterait de l'exposition judiciaire, la peur de représailles et le manque de service de prise en charge sanitaire dans certaines régions telles que le Lac.

Pour améliorer le rapportage des cas de VBG, le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) a renforcé la capacité de 23 organisations (40 personnes) du secteur à travers le système de gestion et d'information sur les VBG. Des séances de sensibilisation en faveur des populations sont régulièrement organisées. Ces initiatives devraient être étendues à toutes les zones à haut risque de violences basées sur le genre, notamment les lieux de déplacement (sites, camp, communautés hôtes).

Le faible nombre de partenaires de protection, dans la région du Lac notamment, et la capacité limitée à couvrir l'ensemble de la région rendent difficile la surveillance des problèmes de protection, en particulier dans les zones d'opérations militaires potentielles.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Florent Méhaule**, Chef de Bureau, [mehaule@un.org](mailto:mehaule@un.org), Tel. (+235) 68 85 10 04

**Naomi Frérotte**, Chargée de l'Information Publique, [frerotte@un.org](mailto:frerotte@un.org), Tel. (+235) 66 90 16 33

**Augustin Zusanné**, Assistant Chargé d'Information Publique, [zusanne@un.org](mailto:zusanne@un.org), Tel. (+235) 63 90 09 13

[www.unocha.org/tchad](http://www.unocha.org/tchad) | [www.reliefweb.int/country/tcd](http://www.reliefweb.int/country/tcd)